



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté du 28 NOV. 2024**

**portant modifications des besoins en eau d'extinction d'incendie,  
des dispositifs de protection contre la foudre et de prescriptions concernant l'installation de  
panneaux photovoltaïques prises à l'encontre de  
la société PRODIAL SAS, dont le site visé est situé route de Fauch,  
sur le territoire de la commune d'ALBI**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier les articles L511-1 et R. 181-46 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 01 Octobre 2024, portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 7 juin 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien SIMOES, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Sébastien SIMOES, sous-préfet d'Albi, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2007 autorisant la société RAGT PLATEAU CENTRAL à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication d'aliments composés pour le bétail sur la commune d'ALBI ;
- Vu** le récépissé de déclaration pour changement de dénomination sociale, RAGT PLATEAU CENTRAL devenant PRODIAL SAS, en date du 26 avril 2012 ;
- Vu** la demande de modifications concernant la pose de panneaux photovoltaïques sur la toiture d'un bâtiment de stockage, présentée par la société PRODIAL SAS dans son porter à connaissance du 27 février 2024, complété le 6 et 20 mars, ainsi que le 22 juillet 2024 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 octobre 2024 ;
- Vu** la transmission du projet d'arrêté préfectoral complémentaire à la société PRODIAL SAS par courriel en date du 15 octobre 2024 ;
- Vu** l'absence d'observations formulées par l'exploitant ;

**Considérant** que les besoins en eau d'extinction d'incendie s'élèveront à 300 m<sup>3</sup>/h, impliquant une augmentation de 60 m<sup>3</sup>/h par rapport aux besoins en eau existants ;

**Considérant** les réponses amenées par l'exploitant aux remarques du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) ;

**Considérant** que la proximité du bâtiment par rapport à la Route Nationale RN88 nécessite un traitement particulier des panneaux photovoltaïques notamment pour les questions d'éblouissement ;

**Considérant** que le bâtiment de stockage de produits finis, sur la toiture duquel sont posés des panneaux photovoltaïques, est soumis à déclaration avec contrôle sous la rubrique 1510 et est donc

concerné par les dispositions de protection contre la foudre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

**Considérant** que les prescriptions des arrêtés ministériels et de l'autorisation susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

**Considérant** que les modifications du porter à connaissance du 27 février 2024 ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 peut être imposée par l'autorité administrative, à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

**Considérant** que ces prescriptions doivent être fixées par arrêté complémentaire du préfet conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

*Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Tarn*

## **Arrête**

### **Article 1 : Généralités**

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des dispositions prévues dans son dossier de demande de modifications, notamment celles relatives au bâtiment provisoire lors de la phase travaux.

### **Article 2 : Moyens de lutte contre l'incendie**

L'article 6.7.4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2007 est remplacé par l'article suivant :

#### **6.7.4.4**

En complément aux dispositions du paragraphe 6.5.2 ci-dessus, les zones de risques incendie comportent les moyens supplémentaires suivants afin de permettre aux sapeurs pompiers de disposer sur place, en tout temps, d'un volume de 600 m<sup>3</sup> d'eau utilisable en 2 heures :

- en garantissant la défense extérieure contre l'incendie du site au moyen de poteaux d'incendie en nombre suffisants, de 100 mm normalisés (NFS 61-213) ayant un débit global en fonctionnement simultané de 300 m<sup>3</sup>/h, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62-200).
- si le débit mentionné à l'alinéa précédent est insuffisant, en assurant le complément du réseau sous pression par des réserves ou des points d'eau naturels remplissant les conditions suivantes :
  - hauteur maximale de 5 m entre l'aire d'aspiration et le niveau des eaux les plus basses ;
  - Toujours accessible aux engins-pompes (plate-forme d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 160 kilo-newton et ayant une superficie minimale de 32 m<sup>2</sup> (8 m x 4 m), desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres, stationnement exclu) ;
  - protégée sur la périphérie, au moyen d'une clôture, munie d'un portillon d'accès, afin d'éviter les chutes fortuites (pour les réserves) ;
  - périodiquement curée (pour les réserves).

La répartition et l'augmentation éventuelle du nombre de points d'eau doit être faite de manière à ce que chaque entrée de bâtiment soit distante, par les chemins praticables, de moins de 200 m du point d'eau le plus proche et de plus de 300 m du plus éloigné.

Ces points d'eau doivent être implantés en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 m de celle-ci. La réalisation de ces points d'eau doit s'effectuer en liaison avec le chef du centre de secours d'Albi.

L'exploitant justifie la capacité d'eau et les débits disponibles.

### **Article 3 : Protection contre la foudre**

La prescription « *L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection contre les effets de la foudre de certaines installations classées est applicable sur ces installations* » de l'article 6.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2007 est remplacé par « *La section 3 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relative à la protection contre la foudre est applicable au bâtiment de stockage de produits finis, sur la toiture duquel sont posés des panneaux photovoltaïques* ».

L'exploitant procède à une mise à jour de l'analyse du risque foudre en prenant en compte l'installation photovoltaïque. Cette analyse est transmise à l'inspection des installations classées au plus tard à la fin des travaux d'installation des panneaux.

### **Article 4 : Installation photovoltaïque**

Les installations photovoltaïques respectent les dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sus-visé.

Toutes les dispositions sont prises pour éviter les phénomènes d'éblouissement (panneaux anti-reflet ou dispositions équivalentes).

### **Article 5 : Sécurité**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 6 : Information des tiers (art. R.171-1 du code de l'environnement)**

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie d'Albi pour y être consultée par toute personne intéressée.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 7 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 8 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ainsi que le maire de la commune d'ALBI, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PRODIAL SAS.

Fait à ALBI, le **28 NOV. 2024**

Pour le préfet, par délégation,  
Le secrétaire général,



Sébastien SIMOES